

HARDRICOURT (YVELINES), DREIS (ALLEMAGNE), KARLSRUHE (ALLEMAGNE) - envoyé spécial

Ce jour, Léo Bernard l'attendait depuis des années. C'est ici, dans cet hôtel aux briques rouges du centre-ville de Cologne (Allemagne), que s'achève la recherche de toute une vie. Ce 11 mars 2023, l'octogénaire s'appête à enfin rencontrer, pour la première fois, une personne liée à son histoire familiale en Allemagne. La pièce manquante d'une histoire longtemps inconnue. Pour l'occasion, l'ancien garagiste a enfilé une veste en tweed. Il est un peu nerveux. Jusque-là, il n'a échangé avec sa cousine par alliance que par écrit. Quand Ursula Van Broek-Schröder entre dans le lobby de l'hôtel, elle lui ouvre grand les bras. «*Au bout de quatre-vingts ans! Je vous reconnais grâce à la photo*», se réjouit Léo Bernard. Les deux cousins se tombent dans les bras comme s'ils se connaissaient depuis des années. «*Je suis le reste de notre famille*», s'exclame-t-elle, souriante. Elle est la nièce de la première femme de son père, un soldat allemand.

Léo Bernard est l'un des nombreux enfants nés d'une union entre une Française et un soldat allemand entre 1941 et 1945, souvent appelés «*enfants de l'ombre*» ou, pire encore, «*de la honte*». En France, leur nombre est estimé à 200 000. Longtemps, leur histoire a été un tabou, d'abord dans la société, mais aussi dans les familles. Ces enfants représentaient une preuve vivante de la collaboration et donc d'un malaise qu'on préférait taire.

Dans une lettre, Léo Bernard a raconté à Ursula sa quête d'identité. Né en 1943 à Dijon, orphelin dès sa petite enfance, il change de famille d'accueil plusieurs fois et grandit dans des conditions très précaires. Enfermé par la femme qui l'héberge, il ne va pas à l'école. Le jour où il rejoint enfin une autre famille d'accueil, il est scolarisé. Les moqueries ne tardent pas : des camarades de classe lui disent qu'il serait le fils d'un moins que rien. Il s'en souvient encore en détail, plus de six décennies plus tard. «*On s'y habitue*». En grandissant, il obtient son certificat d'études, se marie et devient garagiste en région parisienne. Mais les questions demeurent : Qui sont mes parents? Quelles sont mes origines? D'où viens-je?

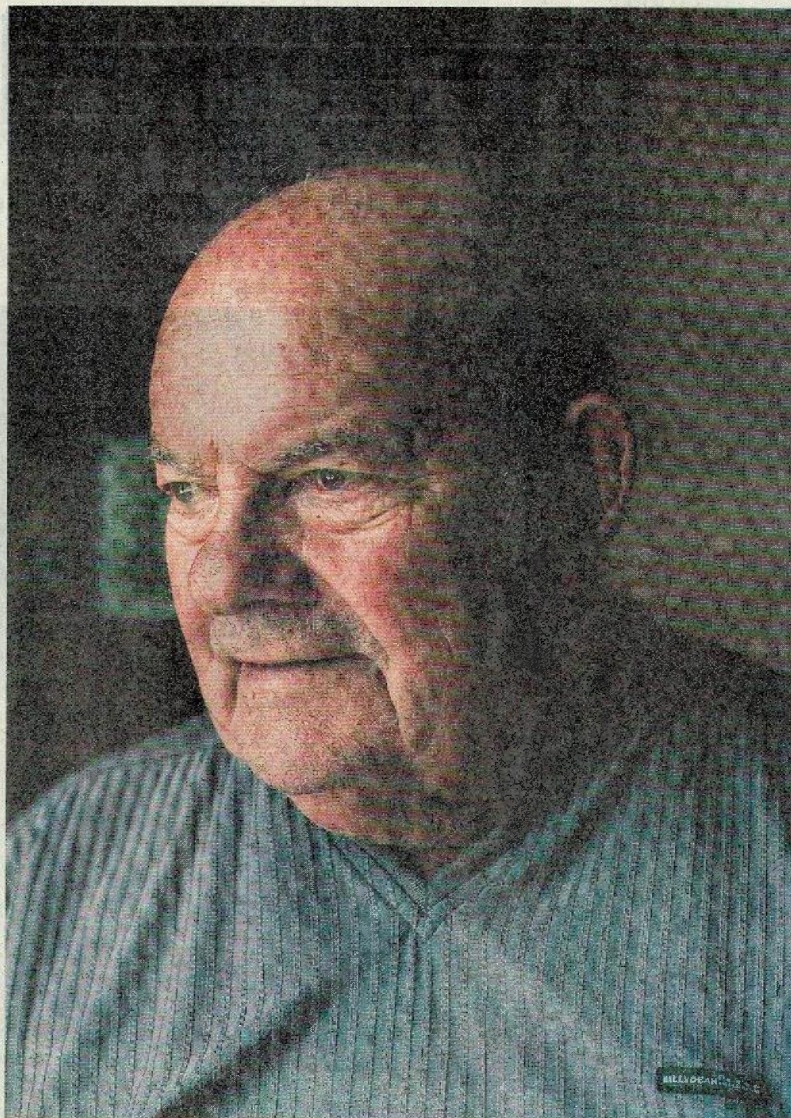
#### DOSSIER CLASSÉ CONFIDENTIEL

Pour en avoir le cœur net, Léo Bernard réclame, en 1978, son dossier aux archives de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (Ddass). «*On m'a dit : "On ne vous dira rien. Jamais vous ne connaîtrez votre véritable identité. Jamais vous ne saurez ce qu'il s'est passé"*», se souvient-il. Son dossier est classé confidentiel et secret par les autorités françaises. Ces dossiers ne deviennent librement consultables qu'au bout de soixante-quinze ans, à compter du dernier document qui y est versé. Lorsqu'il renouvelle sa demande, en 2012, il reçoit un appel de l'agence départementale de la Côte-d'Or. «*La dame m'a dit qu'elle n'allait pas transmettre le dossier aux archives de la Ddass dans les Yvelines et qu'elle avait envie de me connaître*». Touchée par son histoire, l'agente des services sociaux décide de le laisser accéder à son dossier, malgré l'interdiction. A travers des lettres interceptées par la Ddass, il découvre la vérité : il est le fils d'un soldat allemand et d'une Française.

Léo Bernard apprend qu'après la Libération sa mère suit son père en Allemagne. Ses parents le confient alors à une nourrice. Mais l'Assistance publique le replace quelques mois plus tard dans un village, à 80 kilomètres de Dijon, pour que personne ne puisse le retrouver dans cette France d'après-guerre craignant l'hémorragie démographique. «*J'espère qu'il est toujours en bonne santé et chez vous. (...) J'attends le jour où je pourrai reprendre mon fils*», écrit son père à la nourrice de Léo Bernard, en 1946. Des mots restés sans réponse. Sa mère, elle, est rentrée en France la même année et a cherché à le retrouver, en vain.

Pour retrouver la trace de ses parents et, surtout, de ce qu'il reste de sa famille après quatre-vingts ans, Léo Bernard fait appel, en 2012, à une association des enfants franco-allemands de la guerre, Cœurs sans frontières. Tout ce dont il dispose pour remonter leur piste est une adresse manuscrite, glissée en bas d'une lettre du dossier : «*Frau Schmidt ["madame Schmidt"], Cologne, Gladbacher Strasse 8, Deutschland*». Son enquête durera plus de dix ans.

«*Des Madame Schmidt à Cologne, il y en a beaucoup à cette époque*», reconnaît Frank Wendt, un historien amateur très impliqué dans l'association, que l'on rencontre dans un café à Karlsruhe, en Allemagne. Cet ancien fonctionnaire de la poste allemande a réussi à réunir six familles, dont celle de Léo Bernard, grâce à d'innombrables échanges avec les administrations, archives et municipalités. «*Une nuit, à 2 h 30 du matin, j'ai franchi le cap. J'ai retrouvé l'identité de Frau Schmidt en comparant les pages jaunes et les actes de décès de l'époque*», se souvient-il. Il s'agissait de la première femme du père de Léo Bernard,



Léo Bernard, né en 1943, à Dijon, d'une mère française et d'un père allemand, chez lui, à Hardricourt (Yvelines), le 16 septembre. A droite, une photo extraite de ses archives, sur laquelle on voit son père, avec une petite fille sur les genoux. LORRAINE HELLIWIG POUR LE MONDE.



# Enfants de la guerre en quête d'identité

En France, entre 1941 et 1945, environ 200 000 enfants seraient nés d'une union entre une Française et un soldat allemand. La recherche de leurs origines, souvent douloureuse, se heurte au silence des familles et au difficile accès aux archives

chez qui lui et sa nouvelle conjointe française avaient trouvé refuge après la guerre. A la suite de cette découverte, Frank Wendt a pu contacter Ursula, la cousine par alliance de Léo. Aujourd'hui, plusieurs photos de famille reposent sur la commode du salon de Bernard à Hardricourt (Yvelines). Grâce à Ursula, l'octogénaire a tiré le fil : il a pris contact avec la fille de sa demi-sœur allemande, dont il ignorait l'existence. Leur réunion de famille est immortalisée sur plusieurs clichés.

A travers le dossier de sa mère, Léo apprend qu'elle a été mariée avant la guerre, qu'elle a eu trois enfants avant lui. Elle est décédée en 1963. En Allemagne, plus personne n'est là pour témoigner de la vie du père de Léo. Lui aussi a été marié avant la guerre, lui aussi a eu trois enfants avant de divorcer. Monika, sa petite-fille, a retrouvé une coupure d'un journal local indiquant qu'il a été ingénieur. En 1978, il est mort à Brême, où il est inhumé.

L'histoire de Léo Bernard reste une exception. Selon Frank Wendt, la majorité des recherches n'aboutissent pas. Depuis la création de Cœurs sans frontières, en 2005, seuls 100 pères environ ont pu être identifiés.

Après la guerre, beaucoup de soldats français ont eux aussi laissé derrière eux des enfants dans les zones occupées en Allemagne. Dont le père de Manfred Zisch. Quand ce retraité aux cheveux blancs se balade à Dreis, un petit village proche de la frontière luxembourgeoise, les émotions montent. C'est ici qu'une compagnie de l'armée française avait été stationnée au printemps et à l'été 1945. C'est ici que ses parents se sont rencontrés.

Lui aussi est orphelin. Né en 1946, quelques mois après le départ des troupes françaises, il perd sa mère à l'âge de 2 ans. Il grandit ensuite chez ses grands-parents. A l'école, il est souvent harcelé. A 8 ans, un camarade de classe lui lance lors d'une dispute : «*Franzosenkind (enfant de Français)*». Mais dans sa famille, l'omerta règne. Seule sa tante lui confie un jour : «*Tu imagines un peu le scandale, à l'époque, quand ta mère est tombée enceinte d'un Français? C'était un vrai drame*».

Le jour de son mariage, sa grand-mère lui montre une photo de son père : la ressem-

blance est bluffante. Il aurait travaillé comme boucher aux abattoirs de la ville de Paris, à La Villette. Il mène l'enquête : une amie de sa mère lui raconte qu'il était très beau, un homme fringant et, de surcroît, un bon cuisinier. Ses parents auraient été très amoureux, lui dit-elle, se retrouvant en cachette dans les vignobles qui entouraient le village.

#### « COUPÉE EN DEUX »

Manfred Zisch ne dispose que de son nom : «*Motta*», sobriquet par lequel les soldats le désignaient. Une quête éperdue le travaille, jusqu'à le faire tomber en dépression. A 35 ans, les crises d'angoisse se multiplient. Il effectue un séjour en hôpital psychiatrique. «*C'est difficile quand on ne connaît pas ses racines, témoigne-t-il. Parfois, on pense à arrêter les recherches parce qu'on n'avance pas. Puis, quelques jours plus tard, on se dit : "Pourquoi ne pas continuer?" Cela ne laisse aucun répit*». Dans son désespoir, il se tourne, en 2020, vers l'association Cœurs sans frontières. Il y rencontre Frank Wendt, qui comprend que le nom de son père n'était sans doute pas «*Motta*», mais «*Motin*». En six mois, il remonte sa trace. Mais il est déjà trop tard. Au cimetière de Mondeville (Calvados), une pierre tombe en granit aux reflets mouchetés porte l'inscription : Claude Motin, 1923-2009.

«*Je fais mes recherches depuis 1970. J'ai fait des demandes auprès de l'Etat français. Mais la France ne donne aucune information*», se désole Manfred Zisch. En France, les documents personnels militaires sont accessibles quatre-vingt-dix ans à compter du dernier document versé au dossier ou vingt-cinq ans après le décès ; les documents classifiés, après au moins cinquante ans. «*Ça me met en colère, expose-t-il. Je ne comprends pas pourquoi on ne peut pas aider quelqu'un qui cherche ses origines*».

Après avoir travaillé à La Villette, Claude Motin est retourné à Caen, sa ville natale. Il y ouvre une boucherie, puis a passé les dernières années de sa vie à l'Ehpad. Son fils s'y est rendu avec sa femme, en 2024. Un voyage aussi émouvant qu'éprouvant. Une soignante se souvenait de lui, l'a décrit comme sympathique, mais l'échange s'est arrêté là.

Secret professionnel. Manfred Zisch aurait aimé prendre la nationalité française. Mais, contrairement à l'Allemagne, qui, depuis 2009, reconnaît la nationalité des enfants franco-allemands nés pendant la guerre, la France continue de la leur refuser. Las d'une vie vouée à retrouver ses origines, Manfred Zisch a cessé ce combat.

Un enfant devient français par filiation, autrement dit en vertu du droit du sang. Si le père ne reconnaît pas son enfant, ce dernier ou son représentant légal peut tenter une recherche de paternité dans les dix ans après sa majorité. Ce qui rend en pratique impossible pour ces enfants de la guerre de devenir français. En 2008, le ministre des affaires étrangères de l'époque, Bernard Kouchner, s'était pourtant montré favorable à leur reconnaissance. Lors d'un déplacement en Allemagne, il déclarait : «*Ne serait-il pas dans la logique et l'esprit de l'Europe d'accorder une reconnaissance à ceux dont l'être est partagé entre deux pays? Ne pourraient-ils pas faire de leur identité franco-allemande une réalité positive?*» La promesse est restée lettre morte.

Si Léo Bernard et Manfred Zisch ont eu la chance de connaître – tardivement – leurs origines respectives, la plupart des enfants franco-allemands de la guerre cherchent toujours. C'est le cas d'Huguette Meddas, qui a grandi dans un petit village du centre de la France, avec sa mère et ses trois sœurs. Quand elle avait 8 ans, une belle voiture s'était arrêtée dans la cour de sa maison, un couple chic en était descendu. Avec eux, une petite fille. «*Elle me ressemblait comme deux gouttes d'eau*», assure Huguette Meddas. «*Où est ta mère?*», a demandé l'homme. «*Elle fait sa sieste, il ne faut pas la déranger*». L'histoire s'arrête là. Mais Huguette Meddas est persuadée d'avoir rencontré son père.

Quelques mois avant sa mort, sa mère lui confirme que son père était un soldat allemand. Un homme cultivé, gradé, professeur dans le nord de l'Allemagne. Depuis, elle s'est toujours sentie «*coupée en deux*». Ne pas avoir de père est «*un manque énorme et constant, une souffrance*», dit-elle. ■

NIKLAS MÖNCH